Études internationales

McLaurin, R.D.; Peretz Don; Snider Lewis W. *Middle East Foreign Policy : Issues and Processes*, New York, Prager Publishers, 1982, 336 p.

Joseph Maila

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701785ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701785ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maila, J. (1984). Compte rendu de [McLaurin, R.D.; Peretz Don; Snider Lewis W. *Middle East Foreign Policy : Issues and Processes*, New York, Prager Publishers, 1982, 336 p.] *Études internationales*, 15(4), 979–980.
<https://doi.org/10.7202/701785ar>

et de la question juive depuis le début jusqu'à nos jours et son impact sur l'Occident et l'Orient.

Halevi rejoint Kaminsky et Kruk dans l'analyse du sionisme politique qui formula les objectifs étatiques du nationalisme juif. Cependant, Halevi approfondit et met davantage l'accent sur l'étude de l'antisémitisme qui converge de fait avec le sionisme.

En définitive, ces deux livres fournissent une foule d'indicateurs historiques sur la question juive et arabe. Le livre de Kaminsky et Kruk donne une série de références et de statistiques très intéressantes, tandis que celui de Halevi décrit rigoureusement les dimensions souvent ignorées de l'histoire juive. Le lecteur qui s'intéresse aux problèmes et aux conflits israélo-arabe trouvera dans ces deux ouvrages une source d'informations très pertinente et très intéressante.

Jamal SAGHIR

Département de science politique
Université Laval

MCLAURIN, R.D.; PERETZ Don; SNIDER Lewis W. *Middle East Foreign Policy: Issues and Processes*, New York, Praeger Publishers, 1982, 336 p.

Sous un titre très général, cet ouvrage est en réalité consacré à l'analyse de la politique extérieure de cinq pays du Moyen-Orient: l'Égypte, l'Irak, Israël, l'Arabie Saoudite et la Syrie. Dès le départ, les auteurs replacent ces pays dans leur contexte régional, politique et économique, mentionnant aussi bien l'impact des problèmes idéologiques (nationalisme arabe et nationalisme juif, notamment) que le cadre général des systèmes politiques du Moyen-Orient pris entre les exigences de la modernisation sociale et économique et les contraintes imposées par les conflits ambiants. De manière salutare les auteurs soulignent aussi la nature particulière des gouvernements dans les pays arabes, insistant sur le rôle important qu'y jouent nombre d'instances non-gouvernementales. Aussi, loin de refléter un état de l'opinion publique, le pouvoir politique apparaît d'abord comme celui de certains

« groupes d'intérêts clefs » qui incluent, semble-t-il, autant des groupes à statuts prescrits que des groupements aussi divers que les partis politiques ou l'armée.

L'analyse de la politique étrangère des pays sus-mentionnés suit un même schéma. Pour chacun des pays étudiés sont d'abord passés en revue les grands traits du système politique, sa configuration juridique, la pratique politique qu'il donne à voir ainsi que les principaux groupes d'intérêts qu'il représente ou qui le combattent. Ensuite sont analysées les grandes questions de politique intérieure et étrangères auxquelles fait face le pays ainsi que la manière dont il les perçoit et les moyens par lesquels il tente de les résoudre. Enfin sont repérés, clarifiés et résumés les objectifs politiques de chacun des pays étudiés.

L'analyse de la politique extérieure des pays du Moyen-Orient est donc remise dans son contexte global et référée directement aux objectifs – et aux tensions – de la politique intérieure. Cette perspective, qui permet d'explicitier les raisons et les directions de la politique extérieure suivie, conduit cependant les auteurs à privilégier le cadre politique interne et à réserver une part restreinte à la politique extérieure proprement dite. De ce fait, l'ouvrage apparaît par de nombreux aspects et bien que les auteurs s'en défendent dans l'introduction, comme une étude de portée générale consacrée plus à l'histoire et aux systèmes politiques des pays étudiés qu'à leur politique extérieure. On relèvera aussi que l'ouvrage manque de synthèse. Cinq pages seulement – constituant un chapitre! – sont proposées en guise de conclusion à un livre qui en compte plus de trois cents. Dans cette conclusion, les auteurs soulignent, de façon hâtive, quelques grands traits généraux caractéristiques des politiques extérieures suivies par les pays du Moyen-Orient. Insuffisantes à expliquer les aspects fondamentaux de ces politiques, ces considérations ne peuvent non plus constituer un cadre théorique pour la compréhension des processus de prise de décision en matière d'affaires extérieures. Notons en outre qu'en ce qui concerne les pays arabes du Moyen-Orient, les auteurs, après avoir relevé la force

du sentiment nationaliste arabe et après l'avoir soigneusement distingué de la politique unioniste arabe qui, elle, s'est soldée jusque-là par des échecs, n'explicitent nullement l'impact réel du nationalisme arabe sur le cours des politiques suivies. La dichotomie apparaît alors très grande dans le comportement des États entre les intentions pan-arabes affichées et les politiques étroitement nationales poursuivies. De ce fait, affirmer néanmoins que la conscience d'arabité est une « variable explicative » (p. 23) beaucoup plus sérieuse qu'on ne le pense pour l'analyse des réalités sociales et politiques du monde arabe reste une proposition à étayer.

Enfin signalons qu'une étude consacrée à la Jordanie eût été la bienvenue. Le conflit israélo-arabe est un thème central de la politique étrangère des pays étudiés. Dans le cadre de ce conflit la Jordanie joue et sera amenée à jouer un rôle politique important. Le tableau moyen-oriental aurait donc été beaucoup plus complet si les auteurs avaient fait une place à la politique extérieure de la Jordanie... Quoi qu'il en soit, bien documenté et habilement structuré, l'ouvrage de McLaurin, Peretz et Snider pourra servir de référence utile pour qui voudra faire un tour d'horizon de la politique étrangère des principaux pays du Moyen-Orient contemporain.

Joseph MAILA

Faculté de Droit et des Sciences Politiques
Université Saint-Joseph – Beyrouth.

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

ALAVI, Hamza et SHANIN Teodor (eds), Introduction to the Sociology of "Developing Societies", New York & London, Monthly Review Press, 1982, 488 p.

Cet ouvrage est le premier d'un ensemble de titres que compte publier la maison Monthly Review dans le cadre d'une série traitant de la sociologie des « pays en développement ». Deux autres ouvrages sont en préparation, intitulés provisoirement Socialist "Developing Societies"?, et Theories of Social Transformation, tandis que l'on annonce aussi la parution de six textes portant sur les problèmes de développement spécifiques aux principales régions du Tiers-Monde. Selon les éditeurs, cet ensemble d'ouvrages vise essentiellement à offrir à un public universitaire un outil approprié pour l'étude des problèmes de développement.

L'ouvrage qui fait l'objet de la présente notice porte un titre qui n'est pas sans ambiguïté. Il pourrait laisser croire, en effet, que l'on a affaire ici essentiellement à des textes portant sur l'analyse même des phénomènes de développement/sous-développement. Or cela n'est pas tout à fait le cas. Car si quelques textes s'inscrivent à l'intérieur de cette orientation, plusieurs autres sont de nature plutôt descriptive tandis que le reste, tout de même peu nombreux, s'apparentent aux pamphlets ou à des prescriptions normatives.

Les éditeurs ont choisi de regrouper l'ensemble des textes à l'intérieur de cinq grands chapitres ou catégories générales. La première traite de l'origine du sous-développement et contient donc plusieurs textes qui s'intéressent à divers aspects de la période coloniale. La seconde porte sur un texte global et met l'emphasis sur le rôle des multinationales, la dépendance ainsi que le capitalisme périphérique. La troisième, quant à elle, donne l'impression d'une catégorie fourre-tout puisque l'on y retrouve, sous le titre économie politique, des textes qui traitent tout autant de la pauvreté que l'environnement, du contrôle de la population que du sort des travailleurs.